



CONTRE LA GUERRE, COMPRENDRE ET AGIR

Bulletin n°173– semaine 39– 2007

## NORIEGA SORT DE PRISON

### Où ira-t-il ?

MANUEL NORIEGA, ancien homme fort du Panama, vient de sortir de prison.

Un peu oublié après sa condamnation pour trafic de drogue à 40 ans de prison par un tribunal étasunien, MANUEL NORIEGA vient d'être libéré après 17 ans de réclusion.

Sa peine a été écourtée pour bonne conduite et pour de multiples témoignages d'une intense ferveur religieuse consécutive à une conversion au protestantisme baptiste (un des groupes évangélistes qui sévissent aux Etats-Unis et constituent également des produits d'exportation de la soi-disant « démocratie » étasunienne) après son incarcération.

L'histoire du personnage est étonnante.

Brillant élève de l' « ECOLE DES AMERIQUES », cette école installée par les Etats-Unis à Panama où ils ont formé tout ce que les armées et les services secrets des pays latino-américains ont compté de tortionnaires, d'assassins de militants politiques, syndicaux et d'intellectuels progressistes et d'organiseurs d'escadrons de la mort, MANUEL NORIEGA s'empare de la réalité du pouvoir et contrôle le Panama au cours des années de la Présidence REAGAN.

La république de Panama a été fabriquée par les USA autour du canal pour extraire celui-ci du territoire de la Colombie. L'opération a été réalisée en 1902 par le Président THEODORE ROOSEVELT, promoteur de la politique étrangère du « gros bâton ».

Les Etats-Unis ont donc amputé la Colombie d'une partie de son territoire pour y créer une république bananière centrée sur le Canal. Le Panama est une longue bande de terre (environ 1000 km) de la partie la plus étroite de l'isthme centroaméricain fractionné par une zone de 16 km de large qui relie les deux océans : la zone du Canal occupée par l'armée US et soustraite à la souveraineté de l'Etat panaméen.

Après la défaite du Vietnam, le Président Carter va prendre diverses mesures à gommer dans l'opinion mondiale l'image des « VILAINS AMERICAINS » titre d'un livre à succès : « THE UGLY AMERICAN » de Lederer et Burdick paru en 1958 et qui n'avait rien perdu de son actualité. Il cherche à améliorer les relations avec les voisins latino-américains qui ne sont pas dirigés par des juntas militaires et pourraient être sensibles à l'influence cubaine.

Il va, en particulier, signer en 1977 un traité avec le président panaméen OMAR TORRIJOS visant à transférer aux panaméens la gestion du Canal de Panama au terme d'un processus de transition qui doit durer 20 ans. Ce transfert suppose évidemment le départ des soldats US de la zone du Canal, leur remplacement par des forces panaméennes fidèles et le déplacement de l'ECOLE DES AMERIQUES vers les Etats-Unis.

Pour REAGAN et son équipe le traité CARTER-TORRIJOS est ressenti comme une humiliation. A défaut de dénoncer le traité, il faut au moins assurer la présence à la tête de dirigeants politiques totalement dévoués aux USA.

De ce point de vue OMAR TORRIJOS qui fait preuve d'un nationalisme actif ne donne pas toutes les garanties nécessaires d'inféodation. Le 31 Juillet 1981 l'avion présidentiel s'écrase dans les montagnes panaméennes. Pour l'économiste étasunien JOHN PERKINS qui travaillait à l'époque pour la Banque Mondiale au Panama et dont le livre « CONFESSIONS D'UN ASSASSIN ECONOMIQUE » décrit les méthodes de la Banque Mondiale pour que les crédits qu'elle accorde soient tous utilisés pour des travaux réalisés exclusivement par des entreprises US, TORRIJOS a été assassiné par la CIA pour avoir refusé ce genre de marché. OMAR TORRIJOS mort, le nouvel homme fort du Panama n'est pas le nouveau Président, BARLETTA, ancien fonctionnaire de la Banque Mondiale mais MANUEL NORIEGA. Formé par les militaires US, émergeant officiellement sur les registres des salariés de la CIA, il prend progressivement le pouvoir. A la mort de TORRIJOS, il n'est que chef du service des renseignements de l'armée panaméenne. Il se fait aussitôt nommer par BARLETTA commandant de la Garde Nationale, le poste militaire le plus important du pays et il transformera ensuite la Garde Nationale en Forces de défense panaméennes. Bien qu'agent appointé de la CIA, ses relations avec les Etats-Unis vont se tendre progressivement. Il est d'abord accusé d'avoir fait assassiner HUGO SPADAFORA, ancien guérillero sandiniste passé à la Contra (CONTRAS = contre révolutionnaires soutenus pas les Etats-Unis pour renverser le régime sandiniste au Nicaragua. Ensuite il réalise une sorte de coup d'Etat parlementaire fait chasser le Président BARLETTA et le remplace par le Vice-président ERIC ARTURO DELVALLE qui lui est plus soumis. Il refuse d'engager l'armée panaméenne dans le renversement du régime sandiniste et participe activement avec le Mexique au « groupe de CONTADORA » qui essaie de trouver une solution pacifique aux crises suscitées par les Etats-Unis contre en Amérique Centrale.

A partir de 1985, la question est posée à Washington dans les cercles du pouvoir : « Faut-il éliminer NORIEGA et comment ? » Déjà la CIA l'a retiré de ses listes d'agents mais il continue à rendre de menus services. Ainsi dans le même temps où il refuse l'engagement de l'armée panaméenne contre les sandinistes, il laisse transiter par le Panama des cargaisons d'armes clandestines pour les CONTRAS. Il ne cède pas aux pressions de plus en plus fréquentes pour abroger le traité CARTER-TORRIJOS. Bref un personnage bien encombrant, coriace et qui pour avoir été au cœur du dispositif impérialiste « connaît bien la musique ».

C'est à cette époque que se met à circuler l'accusation de trafic de drogue. Pour JOSEPH DINGER auteur d'une biographie de NORIEGA « OUR MAN IN PANAMA » (Times Book – New-York 1990) ces accusations ne sont pas très consistantes. Etait-il trafiquant ? Ou laissait-il le trafic – contrôlé par la CIA et lui assurant des revenus non contrôlés par le Congrès US - se poursuivre via le territoire panaméen ? Percevait-il des commissions pour que la Garde Nationale ferme les yeux sur les mouvements d'avions transportant la cocaïne colombienne vers les Etats-Unis ? A-t-il souffert indirectement des règlements de comptes entre mafias colombiennes (Cartel de Cali contre Pablo Escobar) en prenant

partie pour ESCOBAR contre les autres parrains (voir ci-après un extrait du livre de HERNANDO CALVO OSPINA / DON PABLO ET SES AMIS (Editions EPO -1994) ?

**«En outre [...] que se passait-il sur le plan international ? En moins de vingt ans les Etats-Unis déclarèrent leur quatrième guerre contre le narco-trafic, guerre qu'ils allaient perdre comme les précédentes, parce que cette superpuissance ne s'occupait que de ses ennemis extérieurs. C'est ainsi qu'arriva l'invasion du Panama, où très peu de voix s'élevèrent pour protester contre cette violation du droit. Il y a mieux: même François Mitterrand se déclara inconditionnellement solidaire des Etats-Unis, devenant ainsi le complice de l'assassinat de quatre mille civils. Tout cela pour capturer et extraditer le général Antonio Noriega, un des plus importants narco-trafiquants du monde selon les gringos. Mais ne s'est-il pas avéré que, jusqu'à quelques mois avant décembre 1989, ce même Noriega était le bras droit de la CIA et de la DEA? Les gringos ne connaissaient-ils donc pas les activités de Noriega, parce qu'ils étaient trop souvent ses complices? Ce qui est certain c'est que la 'narcotisation' s'internationalisait au bénéfice des stratégies impérialistes.»**

Ce n'est pas établi. Ce qui est certain et vérifié dans de nombreux autres cas c'est que toute opération de déstabilisation d'un dirigeant latino-américain qui ne se plie pas à la volonté de Washington, qu'il soit opposant politique comme les FARC colombiennes ou le Parti Communiste Péruvien ou simplement un peu indiscipliné ou retors passe par l'accusation de trafic de drogue. NORIEGA va résister pendant cinq ans à toutes les manoeuvres concoctées à Washington pour le chasser du pouvoir. Il résistera à tout et REAGAN quittera la Maison Blanche sans « avoir eu sa peau ».

Tout y passe : amicales pressions transmises à domicile par les chefs d'Etat voisins pour lui garantir l'impunité s'il quitte le pays de son plein gré, financement d'une opposition « démocratique » ( de couleur déjà comme en Georgie et en Ukraine plus récemment) installation aux Etats-Unis d'un « gouvernement en exil », sanctions économiques , non-paiement des droits d'immatriculation sur le registre panaméen des navires appartenant à des citoyens US, non paiement de la redevance pour l'occupation de la zone du canal, retrait de fonds US des banques panaméennes ( Panama est un paradis fiscal, mais il y en a beaucoup d'autres)

Mais NORIEGA tient toujours. Le conflit va éclater au grand jour au moment des élections présidentielles de Mai 1989. BUSH père a remplacé REAGAN à la Présidence en Janvier 89. Il connaît bien NORIEGA qui a été un de ses employés lorsqu'il dirigeait la CIA et il veut frapper un grand coup politique.

L'opposition à NORIEGA (qui n'est pas lui-même candidat) est très soutenue, tous les sondages la donnent triomphant avec 80% des voix. Le pays est truffé d'observateurs internationaux, certains officiels parmi lesquels rien moins que deux anciens Présidents US : CARTER et FORD, d'autres clandestins débarqués par avions entiers dans l'une ou l'autre des 14 bases militaires US au Panama et pénétrant sans difficulté sur le territoire et dans les bureaux de vote panaméen.

Le lendemain du vote la victoire du candidat pro US et anti-NORIEGA est annoncée par l'archevêque du panama sur la foi d'un « sondage réalisé par l'Eglise » et aussitôt reprise à son compte par CARTER. Ce « résultat » est repris par tous les agences de presse internationales et diffusé dans le monde entier. La Commission électorale, elle, se tait. Au bout de trois jours elle publie un simple communiqué qui annonce l'impossibilité de

proclamer un résultat d'élections entravées par les pressions étrangères et par les interventions des « observateurs » étrangers dans les opérations de vote.

A Washington, c'est la furie. L'équipe BUSH, assurée que l'URSS en pleine déconfiture laissera faire, prépare ce qui reste l'ultime recours : une expédition militaire pour chasser NORIEGA. Les manœuvres d'intimidation se multiplient sur les bases militaires US au sol (il y en a 14) et dans les eaux caribéennes.

Considérant sa souveraineté menacée Panama en appelle à l'ONU .le Conseil de Sécurité est saisi mais après avoir entendu le représentant US refuse d'examiner la requête panaméenne. Les troupes US basées au Panama se mettent à circuler dans tout le pays occupent des bâtiments publics. Le Conseil d'Etat panaméen nomme alors un gouvernement provisoire en attendant que les conditions soient réunies pour la tenue d'élections régulières.

En Août 89, un éditorial du quotidien cubain « Granma » dénonce les pressions brutales des USA sur Panama et invite les nations latino-américaines à user de leur influence pour éviter toute intervention militaire. (cette prise de position s'explique : NORIEGA qui n'était évidemment pas un révolutionnaire castriste n'était pas non plus un hystérique anti-castriste comme on les aime à Miami et les cubains le savaient).

L'intervention, organisée par BUSH, CHENEY alors secrétaire à la Défense et COLIN POWELL, alors chef d'Etat-major, aura lieu malgré tout. Selon JOHN PERKINS (cf. ouvrage cité plus haut) ce qui aura fait pencher définitivement la balance en faveur de l'invasion est une ultime tentative de chantage de NORIEGA sur BUSH père. NORIEGA disposerait de bandes vidéos compromettantes de GEORGE W.BUSH qui à l'époque ne s'était pas « acheté une conduite » et aurait été filmé sur l'île de rêve pour milliardaires : CONTADORA au large de la côte panaméenne en train d'abuser de la cocaïne colombienne.

Baptisée « JUSTE CAUSE » puisqu'il s'agit officiellement de faire tomber un vilain « narcotrafiquant » elle est lancée le 20 décembre à minuit. Face à 5000 soldats panaméens pauvrement équipés et qui ne sont même pas en alerte, les USA disposent de 10000 hommes dans les bases US permanentes et y ajoutent des renforts venus du Guantanamo, de Porto-Rico et du Honduras (base de PALMEROLA) . De 20 à 25000 hommes sont donc lâchés sur le Panama, par air, par terre et par mer. L'opération fait officiellement 500 morts chez les civils panaméens mais le chiffre aujourd'hui admis est d'environ 4000. NORIEGA se réfugie à l'ambassade du Vatican. Assiégée, l'ambassade est alors « sonorisée » par l'armée US qui va l'écraser nuit et jour sous des flots de décibels insupportables. NORIEGA se rend et un nouveau Président est nommé au cours d'une cérémonie tenue rapidement sur une base militaire US.

NORIEGA sera jugé aux Etats-Unis condamné et incarcéré dans des conditions de confort de VIP.

Curieusement l'affaire NORIEGA a eu et va continuer à avoir des répercussions en France. Toujours serviable, la France s'associe en 89 à la campagne de BUSH contre NORIEGA. La direction générale des douanes s'intéresse aux proches de NORIEGA en France : l'ambassadeur du panama à Paris, la fille de NORIEGA, consul du panama à Marseille et découvre d'importants achats immobiliers en France. NORIEGA est inculpé de blanchiment d'argent - un peu plus de 3 millions de \$ ce qui est à l'échelle du trafic international de la cocaïne est une broutille - dans des banques françaises ou installées en France.

En 1993 il est jugé et condamné par contumace à 10 ans de prison pour ce délit, peine non exécutée puisqu'il est alors en prison aux Etats-Unis. Elle le devient aujourd'hui puisqu'il a purgé sa peine là-bas.

**Encore faudrait-il qu'il soit extradé et ce serait possible si la France le demandait.**

Elle ne l'a pas encore fait et ne le fera peut-être pas. Pour plusieurs raisons :

Des raisons de droit d'abord :

L'avocat français de NORIEGA fait valoir

- d'abord que la peine exécutée aux Etats-Unis l'a été pour le même motif que la peine infligée en France et il s'oppose à cette double peine

- ensuite que le jugement de 1993 est prescrit

- enfin que la justice étasunienne a octroyé à NORIEGA le statut de « prisonnier de guerre » ce qui complique sérieusement le dossier

Mais surtout d'étonnantes raisons politiques :

**Les avocats de NORIEGA aux Etats-Unis considèrent que l'extradition vers la France et un nouvel emprisonnement, en évitant le retour de NORIEGA au Panama, rendrait un fier service aux Etats-Unis et ils vont donc tenter de s'y opposer.**

En effet si l'homme a des ennemis au Panama, il compte aussi des amis à commencer par l'actuel Président de la République MARTIN TORRIJOS, fils de l'ancien président assassiné, lequel ne porte pas les Etats-Unis et la famille BUSH en particulier dans son cœur et son retour à PANAMA ne contribuerait ni à détendre les relations entre WASHINGTON et la petite république ni à apaiser le climat intérieur, NORIEGA connaissant tous les secrets de la République et beaucoup de secrets étasuniens.

Dans les observations écrites qu'ils ont faites à ce sujet, observations reprises par une dépêche de l'agence AL JAZEERA du 09 septembre 2007 ils font état d'une étrange proposition faite par la France aux dirigeants panaméens : la procédure d'extradition serait lancée par la France à condition que le PANAMA achète pour 300 millions d'Euros de matériel ferroviaire à la France.

Voici donc, après la transaction libyenne : « *infirmières contre centrale nucléaire et matériel militaire* », une nouvelle illustration du « nouveau cours » de la diplomatie sarkouchnerienne : « *extradition contre trains* », où tous les moyens sont bons pour simultanément faire plaisir à BUSH et améliorer les performances, modestes ces temps-ci, de l'industrie française à l'exportation.

Quoi qu'il arrive, l'affaire NORIEGA est une nouvelle preuve que la diplomatie de la France s'apparente de plus en plus à celle d'une république bananière et on souhaite bien du plaisir à Madame le Ministre de la Justice pour faire avancer le dossier NORIEGA dans nos prétoires, si jamais nous vendons nos trains.



*Le canal, désormais sous gestion panaméenne, va de Colon à Panama City*

*L'île de CONTADORA fait partie de l'archipel des Perles*

**[comaguer@nomade.fr](mailto:comaguer@nomade.fr)**

Les émissions radio de COMAGUER sont sur

**RADIO GALERE**

- carnets hebdomadaires le lundi de 13 H à 14 H
- dossiers mensuels le second mercredi du mois de 20 H à 21 H 30

-

En direct sur 88.4 MHZ (région marseillaise)

Sur Internet (direct ou différé) sur

**<http://radio.galere.free.fr>**